

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DE L'IMMOBILIER (CCNI)
(Brochure JO n°3090 - IDCC 1527)
Avenant n° 103 du 13 mars 2024 modifiant
l'Annexe II relative aux « Salaires et primes d'ancienneté »

Les partenaires sociaux conviennent des dispositions suivantes :

ARTICLE 1
Salaires

Le présent avenant a pour objet de fixer, à compter du 1^{er} juillet 2024, les salaires minima bruts annuels pour l'ensemble des salariés classés des entreprises de la branche de l'immobilier.

Pour rappel, depuis le 1^{er} janvier 2022, cette grille s'applique également aux résidences de tourisme

En conséquence, le salaire minima brut annuel sera fixé comme suit pour chaque niveau :

NIVEAU	Salaire minimum brut annuel *
E1	22 970 €
E2	23 759 €
E3	24 392 €
AM1	24 868 €
AM2	25 691 €
C1	27 367 €
C2	35 848 €
C3	42 923 €
C4	48 339 €

* sur 13 mois, hors prime d'ancienneté

E = Employé ; AM = Agent de Maîtrise ; C = Cadre

ARTICLE 2

Il est rappelé que l'évolution des minima n'a pas vocation à se substituer aux négociations dans les entreprises.

ARTICLE 3

Le montant de la prime forfaitaire liée à l'ancienneté est revalorisé au 1^{er} juillet 2024. Ainsi, l'article 36 de la CCN de l'immobilier relatif à la prime d'ancienneté est modifié comme suit :

“Pour tenir compte de l'expérience acquise dans l'entreprise, le salaire global brut mensuel contractuel défini à l'article 37.3.1 est majoré de **32 euros** tous les 3 ans, au 1^{er} janvier suivant la date d'anniversaire.

Le décompte de l'ancienneté pour déterminer le versement de la prime d'ancienneté se fait à compter de la dernière période de 3 ans calculée depuis la date de l'embauche. Le premier versement interviendra le 1^{er} janvier suivant le terme de cette période.”

Les forfaits en cours doivent en conséquence être actualisés en tenant compte de cette nouvelle valeur dès le 1^{er} juillet 2024.

Il est par ailleurs rappelé que les négociateurs, VRP et non VRP, bénéficient également des dispositions de l'article 36, conformément à l'article 5.1 de l'annexe IV.

ARTICLE 4

Le présent avenant est partie intégrante de l'annexe II “Salaires et primes d'ancienneté” de la CCN I.

De plus, conformément à l'article L. 2261-23-1 du Code du travail, les partenaires sociaux précisent que cet avenant s'applique de la même manière aux entreprises de moins de 50 salariés et aux entreprises de 50 salariés et plus.

Par ailleurs, les parties rappellent que tout employeur est tenu d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes.

ARTICLE 5

Les parties conviennent de demander l'extension du présent avenant dans les meilleurs délais.

Fait à Paris, le 13 mars 2024

ORGANISATIONS PATRONALES REPRESENTATIVES

**Fédération Nationale des Agents Immobiliers (FNAIM)
Jérôme de CHAMPSAVIN**

**Syndicat National des Professionnels
Immobiliers (SNPI)
Vincent LEPERCQ**

**L'UNION des Syndicats de l'Immobilier (UNIS)
Jean Luc JOUAN**

SYNDICATS DE SALARIES REPRESENTATIFS

**CFDT Services
Luc TOUCHET**

**CFE - CGC - SNUHAB
Philippe PONS**

**CFTC-CSFV
Bruno GUITON**

**Fédération des Personnels du
Commerce, de la Distribution et des
Services-CGT
Christian SAFFACHE**